

Info Note

Mesure, notification et vérification de l'agriculture intelligente face au climat: changement de perspective, changement de possibilités ?

Conclusions de l'auto-évaluation nationale des besoins, systèmes et opportunités

Todd Rosenstock, Andreas Wilkes, Andreea Nowak, Vincent M. Akamandisa, Austin Bondo, Anthony A. Kimaro, Irene Lucas, Kondwani Makoko, Patricia Masikati, Mponda Malozo, Sepa Morongwe, Gomezyani Ngwira, Joyce Njoloma, Isaac Nyoka, Tarisayi Pedzisa, Aikande Shoo, Emmanuel Temu, and John Fay

DECEMBRE 2018

Conclusions

- À mesure que les pays intègrent l'agriculture intelligente face au climat (AIC) dans leurs politiques sectorielles et leurs engagements internationaux en matière climatique, ils ont de plus en plus besoin de stratégies cohérentes pour le Suivi et l'Évaluation (S&E) de l'AIC.
- L'auto-évaluation nationale a permis d'établir que : (i) de nombreuses parties prenantes ont des besoins d'information qui demeurent insatisfaits, et besoins qu'elles partagent souvent avec d'autres parties prenantes ; (ii) les cadres de mesure des résultats, fondés sur des chaînes d'indicateurs de type moyens-activités-résultats-impacts, constituent le socle commun qui sous-tend les systèmes de S&E utilisés par toutes les parties prenantes ; (iii) satisfaire les besoins nationaux de S&E de l'AIC renforcerait considérablement la capacité des pays à remplir leurs obligations internationales de Mesure, notification et vérification (MRV, pour le sigle en anglais), tout en générant des avantages du point de vue des politiques et programmes internes ; et (iv) les systèmes existants de S&E offrent souvent des opportunités de base, mais ils présentent aussi souvent des défaillances de capacités et de ressources qui doivent être résolues.
- Cette auto-évaluation nationale des besoins d'information des parties prenantes, et des systèmes de S&E inaptes à satisfaire ces besoins, est une approche pratique pour l'élaboration de stratégies nationales cohérentes de S&E de l'AIC.

Depuis 2009, des milliards de dollars ont été investis dans des programmes d'AIC dans le but d'aider les petits exploitants à augmenter leur productivité tout en

s'adaptant aux changements climatiques et en contribuant à les atténuer (Figure 1). Cependant, l'AIC a récemment dépassé les cercles de l'aide au développement et de la société civile, et les pays se sont mis à adopter des stratégies d'AIC dans le cadre de leurs politiques et stratégies de riposte aux changements climatiques et de développement agricole, notamment leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN).

La mesure des progrès accomplis et des impacts de ces programmes s'est toutefois avérée difficile. Les divers organismes utilisent des approches différentes et il n'existe pas à l'heure actuelle d'indicateurs ni de systèmes homogènes de suivi pour les programmes d'AIC. Cela tend à limiter la capacité des dirigeants à gérer les interventions, à appauvrir la coordination des projets d'AIC aux niveaux local, national et régional, et à empêcher le dégagement de leçons qui pourraient améliorer les activités d'AIC partout dans le monde. Le manque de moyens de S&E appropriés a pour effet que la plupart des contributions de l'AIC au développement national et aux objectifs climatiques ne sont pas comptabilisées, et que l'AIC n'est donc pas prise en compte dans les processus budgétaires, ce qui menace sa durabilité. Au vu de l'intense activité déployée par les gouvernements, les donateurs et la société civile, il est impératif d'élaborer des approches nationales cohérentes de S&E de l'AIC, pour permettre au secteur de remplir ses promesses en termes d'amélioration des conditions de vie, de la nourriture et de la sécurité nutritionnelle dans le contexte des changements climatiques. L'harmonisation des approches au sein des pays et entre pays contribuerait également à mieux comprendre les apports de l'AIC aux objectifs poursuivis par les pays en développement dans leurs politiques.

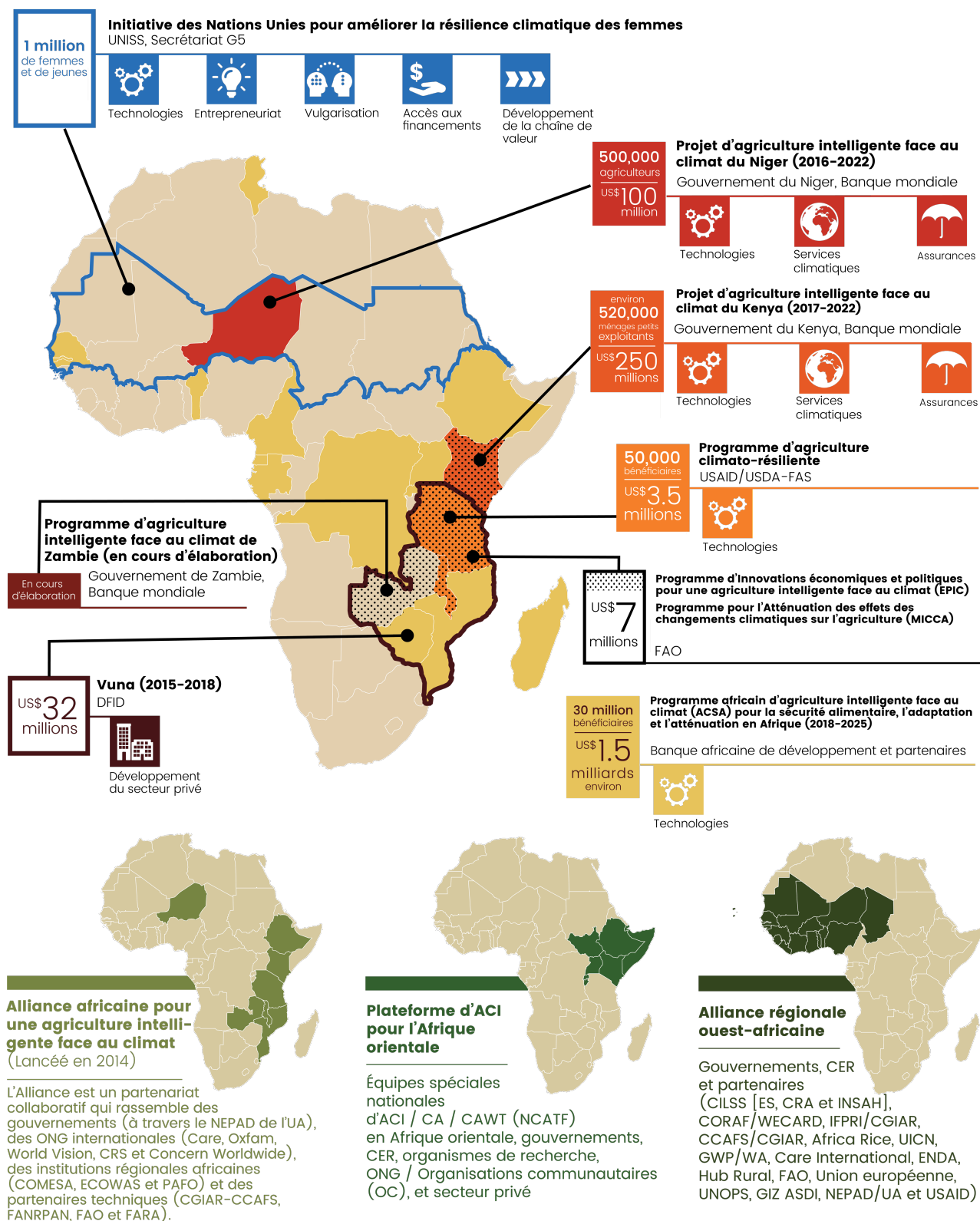


Figure 1. Échantillon d'investissements et d'alliances sur l'AIC en Afrique. Source: Rosenstock et al. in press. The CSA Papers.

Acronymes (anglais): AU-NEPAD= Union africaine-Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ; CRS=Catholic Relief Services ; COMESA=Marché commun de l'Afrique orientale et austral ; ECOWAS=Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ; PAFO=Organisation panafricaine des agriculteurs ; CGIAR-CCAFS=CGIAR Programme de recherche du CGIAR sur le Changement Climatique, l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire ; FANRPAN=Réseau pour l'Analyse des Politiques en Matière de Ressources Alimentaires et Naturelles ; FAO=Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ; FARA=Forum pour la recherche agricole en Afrique ; CA=agriculture de conservation ; CAWT=agriculture de conservation avec des arbres ; NCATF=groupe de travail national sur le CA ; CER=Communautés économiques régionales ; CLISS=Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel ; CRA=Centre Régional AGRHYMET ; INSAH=Institut du Sahel ; CORAF/WE CARD=Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles ; IFPRI=Institut international de recherche sur les politiques et l'alimentation ; IUCN=Union internationale pour la conservation de la nature ; GWP/WA=Partenariat régional de l'eau de l'Afrique de l'Ouest ; ENDA=Environnement et action de développement dans le tiers monde ; UNOPS=Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; GIZ-ASDI=Agence allemande de coopération internationale-Coopération de la Suède ; USAID=Agence des États-Unis pour le développement international.

Le S&E se heurte à un ensemble d'obstacles qui en réduisent l'efficacité. Les projets, les porteurs de projet et les pays ont autant d'approches différentes de l'AIC, et chacun cherche des systèmes pour mesurer toute une gamme de besoins, de celui de respecter les exigences du projet lui-même à celui de répondre aux cadres internationaux de notification et rapports. En outre, chaque partie prenante a sa propre méthode de mesure, qui se correspondent parfois entre elles mais peuvent aussi être parfaitement contradictoires. Le Centre mondial de recherche sur l'agroforesterie (ICRAF), l'organisation Unique Forestry and Land Use, et Vuna travaillent avec les parties prenantes de quatre pays en Afrique orientale et australe (Tanzanie, Malawi, Zambie et Zimbabwe) pour évaluer l'état actuel du S&E de l'AIC au niveau national et établir des feuilles de routes pour l'élaboration de systèmes de suivi et de notification spécifiques à l'AIC. Le projet a opté pour une approche d'initiative-pays pour la documentation des besoins d'information des parties prenantes, et il explore la façon de prendre appui sur les systèmes de S&E existants et les cadres internationaux de notification et rapports, et d'encourager les comparaisons au sein des pays. Bien que la recherche ait été conduite dans le sud de l'Afrique, les enseignements tirés peuvent s'appliquer à des initiatives d'AIC et autrement spécifiques (comme celles relatives à la réhabilitation des terres et le [Défi de Bonn](#)) dans des environnements et contextes sociaux similaires ailleurs sur le continent et partout dans le monde. Les trois principales conclusions de l'évaluation sont expliquées ci-après dans le détail.

Identifier les besoins des diverses parties prenantes

Le S&E de l'AIC intéresse de nombreux groupes de parties prenantes différentes. Dans chaque pays, nous avons interrogé entre 10 et 27 institutions publiques, partenaires de développement, ONG, institutions d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que des organisations du secteur privé.¹ Les parties prenantes de chaque pays ont exprimé entre 21 et 78 besoins différents qui pourraient être satisfaits par un système de S&E de l'AIC. Quelques-uns de ces besoins sont traités dans le cadre des systèmes de S&E existants, mais la plupart ne le sont pas (Figure 2). Le Ministère du territoire, de l'agriculture et du repeuplement rural au Zimbabwe, par exemple, dit avoir en priorité un besoin d'informations qui lui permettent de façonner des politiques internes et a exprimé des inquiétudes concernant l'indisponibilité actuelle de données. Ce type d'information pourrait apporter des améliorations immédiates dans la formulation et la mise en œuvre de politiques publiques.

¹ Le Mozambique a déjà aligné son S&E de l'AIC sur les programmes gouvernementaux. Nous avons donc pourvu une analyse des indicateurs uniquement sur demande.

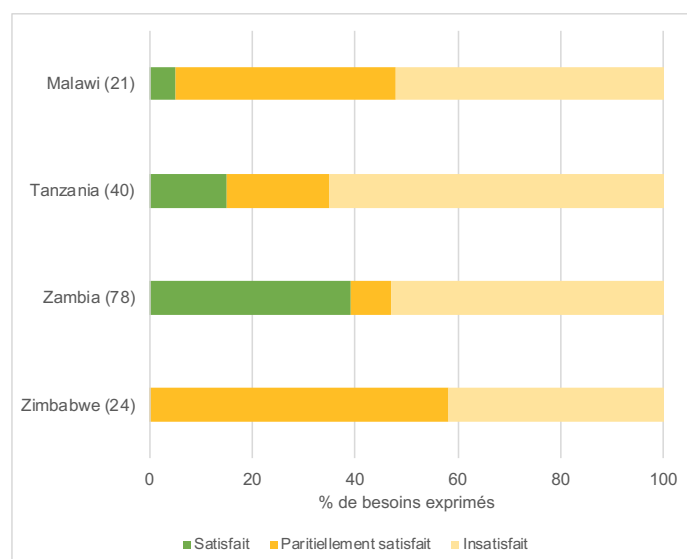


Figure 2. Pourcentages de besoins exprimés considérés comme satisfaits, partiellement satisfaits ou insatisfaits par les systèmes de S&E dans le pays. Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre total de besoins identifiés dans les interviews.

Même lorsqu'un besoin est considéré comme satisfait par une partie prenante, le manque de coordination et de partage d'information laisse souvent d'autres parties prenantes du même pays avec le même besoin d'information qu'elles inscrivent comme insatisfait. Les complémentarités décelées dans les besoins exprimés par les diverses parties prenantes sont le signe du potentiel pour un système coordonné de S&E de l'AIC apte à satisfaire de multiples besoins.

Les systèmes de S&E sont utilisés pour toute une gamme d'applications. Les ministères, par exemple, utilisent le S&E pour élaborer des politiques, allouer des ressources ou des soutiens, planifier, guider la mise en œuvre et établir des rapports, alors que les bailleurs de fonds, les instituts de recherche et les ONG utilisent l'information pour surveiller les progrès accomplis et concevoir de nouvelles interventions. Satisfaire aux besoins existants peut contribuer au bon fonctionnement des programmes et politiques des parties prenantes. Par exemple, le Ministère du genre en Zambie a signalé que connaître le nombre d'exploitants qui pratiquent l'AIC aiderait à améliorer le soutien à l'adoption de technologies pour des groupes cible. En Tanzanie, le Ministère de l'agriculture a dit que connaître le revenu moyen des exploitants qui emploient des pratiques et technologies d'AIC contribuerait à l'évaluation des impacts économiques de l'AIC. De telles avancées programmatiques ont été considérées comme possibles par chacun des groupes.

Les gouvernements, les ONG et les bailleurs de fonds emploient tous des cadres de mesure des résultats pour

évaluer la réussite de leurs interventions. Il existe donc une claire opportunité d'asseoir le S&E de l'AIC sur des structures existantes communes et bien connues de tous. Identifier les besoins d'informations des parties prenantes et les classer suivant une logique de cadre de mesure de résultats est une façon d'identifier des indicateurs pertinents du point de vue de l'utilisateur et de garantir alignement et coordination (Tableau 1).

Tableau 1. Exemple de besoins de S&E, classés suivant la logique du cadre de résultats et par groupe de parties prenantes, dans les quatre pays examinés.

Domaine	Besoin exprimé	Groupes	Bienfaits
Moyens	Nb. de techniques d'AIC disponibles	Gouvernement	Concevoir des solutions pertinentes localement
	Pourcentage de budget consacré à l'AIC	Gouvernement	Suivi du financement de l'action climatique
Activités	Nb. de parcelles d'AIC en pilotage et de vulgarisateurs d'AIC	Recherche, gouvernement, ONG	Suivi des progrès accomplis et des capacités en matière d'AIC
	Nb. de projets d'AIC	Gouvernement, ONG	Suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre
Résultats	Surface consacrée à l'AIC	Recherche, gouvernement, ONG	Suivi des résultats et conception des interventions
	Nb. d'exploitants ayant adopté l'AIC	Recherche, gouvernement, ONG	Suivi des résultats et conception des interventions
Impacts	Statut socioéconomique des exploitants d'AIC	Recherche, gouvernement, ONG	Évaluer la résilience, planifier l'élargissement d'échelle
	Pourcentage de terres/cultures placées sous AIC n'ayant pas souffert des aléas climatiques	Gouvernement	Suivi de la résilience climatique

Aligner les besoins à différentes échelles

La MRV du niveau international et le S&E du niveau national sont distincts mais étroitement liés. La MRV, qui est le terme utilisé dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), fait référence à l'information sur les progrès accomplis par les pays dans la réalisation des objectifs de la Convention. Le S&E, qui est un terme plus général, désigne les systèmes statistiques nationaux et les autres systèmes de mesure utilisés par un pays à ses propres fins de gouvernance et de politique. Les données issues des systèmes internes de S&E (comme les systèmes statistiques et les systèmes de S&E programmatiques) servent souvent de base à la MRV internationale dans le cadre de la CCNUCC.

Sur les quatre pays, plus de 80 institutions parties prenantes ont été interrogées dans le cadre de notre processus d'évaluation. Étonnamment, moins de 10% des interrogés ont indiqué que les rapports à établir dans le cadre des conventions internationales constituent une bonne raison pour renforcer et développer la MRV de l'AIC. Ainsi, dans une optique d'amélioration des processus de MRV de l'AIC, il serait judicieux de commencer par s'assurer que les besoins d'information des concepteurs de politiques nationales soient satisfaits en priorité, puis déterminer la façon dont l'information collectée pour le S&E national peut effectivement contribuer à l'établissement de rapports de MRV à l'international.

Par exemple, au Zimbabwe, les vulgarisateurs collectent des données standardisées pour les Rapports annuels d'évaluation/de statistiques sur l'élevage et les cultures. Le Ministère tanzanien de l'agriculture s'appuie sur un Système de données agricoles de routine (SDAR, ou ARDS pour le sigle en anglais), système facile en ligne de surveillance de la mise en œuvre de projets agricoles à des intervalles mensuels, trimestriels et annuels, qui peut intégrer des informations du niveau village et circonscription dans les bases de données nationales.

Au Malawi, il existe à la fois un système national de S&E pour les programmes gouvernementaux et un projet d'Approche du secteur agricole dans son ensemble (ASAE, ou ASWAp pour le sigle en anglais), qui surveille les grands investissements à financement multiple dans le pays dans un effort pour harmoniser le développement du secteur agricole avec la participation de nombreuses parties prenantes. Il existe donc la possibilité d'utiliser les systèmes existants pour aligner les besoins d'informations nationaux et internationaux. Par exemple, les Directives de la CCNUCC pour les communications nationales exigent aux pays de fournir des informations sur les mesures adoptées en vue de la formulation et de la mise en œuvre de programmes nationaux comprenant des activités visant à faciliter l'adaptation aux

changements climatiques, et les pays sont encouragés à fournir des informations sur l'évaluation des stratégies et des actions qu'ils ont entreprises pour s'adapter aux changements climatiques². En tant que réponse clé aux changements climatiques dans les pays en développement, renforcer les capacités nationales de S&E des programmes d'AIC peut également générer les informations nécessaires pour s'acquitter des obligations internationales en matière de rapports.

Cependant, le besoin d'alignement s'étend au-delà des nécessités nationales et internationales. Les objectifs en matière de développement et d'action climatique seront atteints par le biais de projets et programmes mis en œuvre au niveau infranational. Ainsi, pour que le S&E de l'AIC soit effectif, il doit également s'aligner sur les programmes infranationaux, qui comportent leurs propres exigences de S&E. Ces exigences sont souvent liées à la source du financement et varient suivant que celle-ci soit gouvernementale, bilatérale, du secteur privé ou d'une institution internationale de financement.

Il existe en outre un quatrième niveau de notification et rapport qui vient compliquer davantage le S&E de l'AIC. Les pays d'Afrique subsaharienne doivent aussi faire rapport au niveau continental auprès de l'Union africaine, au regard du Cadre de résultats du Programme africain de développement agricole intégral (PADAI, ou CAADP pour le sigle en anglais). Pour la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA, ou SADC pour le sigle en anglais), il existe même un cinquième niveau de notification, au Centre pour la coordination de la recherche et du développement agricole en Afrique australe (CCARDESA). Donc, les systèmes de S&E de l'AIC doivent respecter des exigences infranationales (niveau projet), nationales, régionales, continentales et internationales en matière de rapports au cours des phases de conception et de mise en œuvre.

Cette rude concurrence entre divers cadres peut expliquer, au moins partiellement, le désintérêt relatif pour le S&E de l'AIC en dépit de la vive activité politique et programmatique. Les quelques travaux existants sur le S&E de l'AIC sont focalisés sur les indicateurs et leur pertinence au regard des piliers de l'AIC, à savoir la productivité, la résilience et l'atténuation. Cela constitue une première étape dans le sens de la pertinence. Ce qui peut s'avérer tout aussi important pour la sélection d'indicateurs sera de renforcer la cohérence entre les programmes, de façon à ce que les données collectées puissent servir des objectifs multiples et des besoins divers en matière de rapports.

Les listes d'indicateurs produits pour cette recherche peut paraître extrêmement longue, avec des centaines, voire des milliers d'indicateurs, ce qui tend à suggérer que les

besoins et programmes sont trop divers et ne permettent que peu de convergence entre les différentes échelles. Nous avons testé cette hypothèse en Tanzanie, en compilant les indicateurs des systèmes existants de S&E agricole et climatique, ainsi que : ceux des instances de mise en œuvre et des financeurs de programmes d'AIC, y compris la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), l'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'allemande Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et la britannique Department for International Development (DFID); ceux des programmes régionaux comme le Tableau de bord pour la transformation agricole de l'Afrique, de l'Union africaine ; et ceux des programmes internationaux tels que les Objectifs de développement durable. Nous avons dégagé 599 indicateurs qui portent spécifiquement sur l'un des trois piliers et qui pourraient être utilisés. Nous avons toutefois également trouvé des opportunités pour renforcer la cohérence et satisfaire les besoins exprimés par les parties prenantes. Par exemple, les données relatives au nombre d'acteurs qui utilisent l'AIC sont importantes pour presque toutes les parties prenantes (Tableau 1), et il existe déjà des indicateurs servant au suivi de la résilience, l'un des besoins clés identifiés dans l'Action commune de Koronivia pour l'agriculture. Les résultats de ce type sont encourageants, mais il convient d'approfondir davantage l'analyse des indicateurs au sein des pays et entre pays pour alimenter l'élaboration de lignes directrices qui permettent d'aligner les besoins entre les différentes échelles d'intervention.

Renforcer les capacités

Prendre appui sur les systèmes existants de S&E est la façon la plus pratique d'avancer, mais cela n'est pas toujours possible. Dans de nombreux cas (en particulier pour les politiques les plus récentes), les systèmes de S&E en sont encore au stade du développement conceptuel, ou ne sont pas développés du tout.

La grande majorité des 33 politiques et programmes nationaux examinés dans les quatre pays ne comportent que de vagues déclarations au sujet de systèmes intégraux de S&E à élaborer. Il n'y avait de documentation disponible que pour un des trois systèmes de S&E dans chaque pays, avec des indicateurs, des échéances de notification, des rôles et des responsabilités établis. Lorsqu'on a interrogé les parties prenantes au sujet de la pertinence des systèmes existants de S&E de l'AIC, seulement six sur 33 (quelque 18%) ont été considérés comme pertinents du point de vue du S&E de l'AIC (par exemple, les systèmes de la deuxième Stratégie pour le développement du secteur agricole (SDSA II, ou ASDS II pour le sigle en anglais) en Tanzanie, ou ceux du Plan d'investissement dans

² <https://unfccc.int/resource/docs/cop8/07a02.pdf#page=2>

l'agriculture nationale de Zambie). Cette conclusion est à mettre en relation directe avec l'intérêt largement exprimé par les parties prenantes pour l'élaboration de systèmes de S&E spécifiques à l'AIC.

Cet intérêt est à prendre en compte au regard de l'utilisation très répandue des systèmes existants de S&E. Par exemple, au Malawi, les ministères, les ONG et les instituts nationaux de recherche tirent déjà des informations d'un petit ensemble de systèmes existants de S&E (4) en plus de ceux qu'ils développent eux-mêmes (Figure 3). En Tanzanie, un nombre plus important de systèmes de S&E a pu être évalué. En conséquence, s'il pourrait effectivement être bénéfique d'élaborer des systèmes de S&E spécifiques à l'AIC, il serait toutefois judicieux de prendre appui sur les systèmes existants que les parties prenantes utilisent déjà.

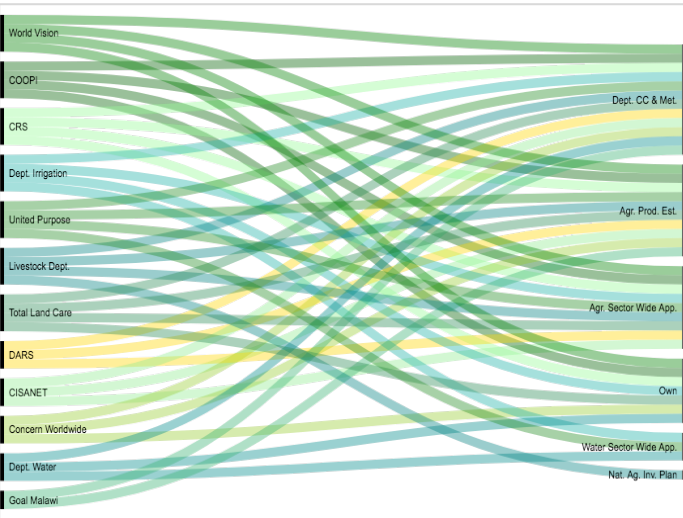


Figure 3. Systèmes de S&E identifiés comme sources d'information (côté droit) pour 12 institutions interrogées (côté gauche) au Malawi. Les couleurs représentent les types de parties prenantes : vert (ONG), bleu (gouvernements) et jaune (recherche).

Acronymes (anglais): COOPI=Cooperazione Internazionale ; CRS=Catholic Relief Services ; DARS=Department of Agricultural Research Services ; CISANET=Civil Society Agriculture Network ; DCCM=Department of Climate Change and Meteorology ; APES=Agriculture Production Estimates ; ASWAp=Agriculture Sector Wide Approach ; WSWAp=Water Sector Wide Approach ; NAIP=National Agriculture Investment Plan.

Les parties prenantes ont identifiée des contraintes variées dans les systèmes existants. Les plus significatives d'entre-elles avaient trait à l'inadéquation des budgets, à des technologies dépassées et à la pénurie de personnel formé. Les activités de S&E sont souvent mal financées, ce qui compromet la qualité des données car la quantité d'information requise dépasse souvent ce que permet le financement. Les parties prenantes du Zimbabwe ont signalé que les procédés de

collecte de données accentuent les risques de problèmes dans la qualité des données, et que le personnel est dépourvu des compétences nécessaires pour collecter l'information sur des dispositifs mobiles et pour l'analyser à des fins de S&E. Le projet d'Approche du secteur agricole dans son ensemble au Malawi utilise encore des formulaires papier et se trouve handicapé par des budgets insuffisants et un personnel insuffisamment formé. Un peu partout dans la région, il conviendrait de cibler le renforcement des capacités à la fois sur les vulgarisateurs de première ligne et autres agents chargés de collecter des données sur le terrain, et sur le personnel d'arrière-garde qui compile et analyse ensuite l'information. Le renforcement des capacités techniques doit inclure l'acquisition de logiciels et micro-ordinateurs adaptés au stockage et à l'analyse de données. Bâtir des plateformes multipartites pour le partage de données et d'expériences pourrait contribuer à tisser des liens de confiance et de collaboration entre institutions.

En poussant l'analyse, nous avons pu déceler quelques leviers additionnels pour améliorer les capacités en matière de S&E de l'AIC. En premier lieu, il existe des lacunes dans les systèmes nationaux. Beaucoup de systèmes nationaux contiennent des indicateurs utiles pour surveiller la productivité et l'adaptation (Tableau 2), mais ils sont de faible utilité pour les rapports sur l'atténuation, et il apparaît que la non-capture des impacts de l'AIC conduirait à une sous-estimation des impacts généraux en matière d'atténuation.

Des informations plus détaillées concernant les activités agricoles pourraient réduire considérablement l'incertitude dans les budgets et les rapports ayant trait aux gaz à effet de serre. En second lieu, il existe des difficultés potentielles dans le partage de données. Par exemple, les systèmes nationaux d'information actuellement utilisés à des fins internes –comme ceux de la Tanzanie– devraient rendre publiques leurs données pour permettre à d'autres parties prenantes d'en tirer parti. Établir des accords de partage de données n'est pas chose facile car il est impératif de garantir le droit à la vie privée, mais ils doivent être à la base de tout programme d'amélioration du S&E de l'AIC pour chaque groupe de parties prenantes.

Quels que soient les défis à relever, investir dans le renforcement des capacités de S&E peut se traduire par un enchaînement d'avantages, non seulement du point de vue des obligations internationales de MRV, mais aussi, entre autres fonctions, pour l'élaboration de politiques.

Tableau 2. Sélection parmi quelques 600 indicateurs utilisés dans les systèmes de S&E auxquels répondent les projets et les gouvernements nationaux. Les exemples ont été choisis pour illustrer les complémentarités et les divergences entre les systèmes de S&E aux niveaux projet, infranational et international.

Indicateur	Source (protocole)													Alignement avec les Piliers d' AIC	Domaines du cadre de résultats
	Systèmes nationaux				Niveau régional		Niveau international		Niveau projet						
	ARDS	ASDP II	ASDS II	CSA Guide-lines	UA	PDDAA	CCNU	ODDs	BM	FAO	IFAD	USAID	DFID		
Nombre d'acteurs agricoles qui adoptent des pratiques d'AIC	X	X	X	X	X	X			X	X	X	X		P, R, A	R
Surface sur laquelle sont appliquées des pratiques d'AIC	X		X	X					X					P, R, A	R
Proportion de ménages agricoles titulaires de droits de propriété ou de droits fonciers sécurisés					X			X						R	M
Score de diversité alimentaire des ménages	X				X	X				X	X	X		P, R	Im
Indice de technologies d'AIC (performance des pratiques et technologies sur les piliers de l'AIC)									X					P, R, A	Im
Rubriques budgétaires publiques consacrées à des activités d'AIC (existence et montants)				X	X										M
Systèmes de promotion et de coordination de l'AIC dans les paquets prévus par les plans et politiques agricoles			X	X	X	X			X		X			P, R, A	M
Nombre et type d'interventions ou de stratégies de réduction des risques introduites au niveau local	X		X					X					X	R	R
Indice de stratégies d'adaptation					X	X				X				R	R
Filets de sécurité sociaux (type et bénéficiaires)					X	X		X	X	X				R	M
Accès aux services de base								X		X				R	M
Disponibilité et utilisation d'outils de TIC	X							X						P, R	M
Disponibilité et utilisation de services de vulgarisation et d'informations vulgarisées		X	X							X				P, R	R
Capacité à générer et utiliser des données et informations statistiques	X	X	X		X				X		X		X	P, R, A	A
Nombre d'acteurs agricoles qui adoptent des pratiques d'AIC		X	X		X	X		X							M

Source : X=l'indicateur est cité dans le protocole (implicite ou explicitement) ; ARDS=Système de données de routine sur l'agriculture (pour le terme anglais Agriculture Routine Data System) ; ASDP=Programme de développement du secteur agricole (pour le terme anglais Agriculture Sector Development Programm) ; UA=Union Africaine ; PDDAA=Programme Détaillé du Développement de l'Agriculture en Afrique ; CCNUCC=Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ; ODD = objectifs de développement durable ; BM=Banque mondiale ; FAO=Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ; FIDA=Fonds international pour le développement Agricole ; USAID=Agence des États-Unis pour le développement international ; DFID=Département britannique du développement international ; Pilier : P=Productivité ; R=Résilience ; A=Atténuation ; Cadre de résultats : A=Activité ; M=Moyens ; R=Résultat ; I=Impact.

Ainsi, bien que le S&E soit souvent perçu comme une partie « peu sexy » des cycles de vie des programmes – par rapport à la planification ou la mise en œuvre –, c’est une partie essentielle.

Feuille de route pour une MRV cohérente de l’AIC

Un consensus général parmi les ministères, les partenaires du développement et les ONG dans chaque pays laisse penser qu’un système national intégré offrirait une image plus complète des progrès accomplis au niveau national et répondrait à des besoins institutionnels essentiels en matière d’information. Les parties prenantes ont suggéré plus d’une centaine d’actions distinctes sur les quatre pays, dont la plupart peuvent être classées dans une des catégories suivantes : indicateurs, systèmes de S&E, renforcement des capacités et financement. Sur l’ensemble des quatre pays, 11 étapes ont été dégagées pour développer un système interne cohérent de MRV qui pourrait s’aligner sur les exigences régionales et internationales en termes de notification et de rapports (Figure 4). En bref, cette marche à suivre va générer des systèmes efficaces : en déterminant un ensemble limité d’indicateurs clés à surveiller ; en créant une base de données apte à intégrer les systèmes existants pour surveiller les progrès accomplis ; en renforçant les capacités humaines pour la collecte des données requises et le pilotage des systèmes de S&E ; et en sécurisant des sources fiables de financement pour assurer que les informations cruciales seront effectivement collectées et analysées.

Remplir toutes ces conditions constitue sans doute un défi, mais l’investissement dans un S&E amélioré générera des avantages significatifs pour les parties prenantes nationales. Les avantages d’un meilleur S&E d’après les parties prenantes comprennent : la démonstration de la valeur de l’AIC ; une meilleure priorisation des investissements d’AIC ; la promotion de la conscientisation au sujet de l’AIC parmi les parties prenantes ; une amélioration des flux d’information et de la coordination des activités d’AIC ; et une information de meilleure qualité.

Figure 4. Onze étapes pour une MRV de l’AIC intégrée au niveau national, sur la base des enseignements tirés des auto-évaluations des pays. Les trois premières étapes (1-3) correspondent au travail sur les indicateurs, les trois suivantes (4-6) aux systèmes de S&E, un troisième ensemble (7-9) au renforcement des capacités, et les deux dernières (10-11) au financement. Certains pays ont déjà déployé des efforts considérables sur cette marche à suivre, mais il reste encore beaucoup à faire.



Conclusions et implications politiques

Cette évaluation, conduite par les pays eux-mêmes et première en son genre, a dévoilé des aspects inédits concernant les systèmes et indicateurs existants, et a confirmé d'autres points que l'on supputait déjà, comme la faiblesse des capacités techniques. Elle a également permis d'établir que les activités visant le développement d'une approche harmonisée de MRV de l'AIC sont accueillies avec bienveillance par une large gamme de parties prenantes dans les quatre pays examinés. Le développement de systèmes de suivi pleinement fonctionnels va demander du temps et de l'argent. Il est important d'adopter une approche progressive pour concevoir, développer et déployer de façon itérative et participative les composantes nécessaires. Mais cet effort sera largement payant. Un système fiable et souple de MRV pourrait être utilisé dans les programmes d'AIC pour collecter de façon rentable des indices solides des progrès accomplis, au regard de cibles d'adaptation et d'atténuation cohérentes vis-à-vis des objectifs nationaux, du secteur privé et des agriculteurs, et alignées sur les systèmes déjà en place. Notre approche était radicalement différente des discussions ambiantes sur le S&E de l'AIC, qui sont pour la plupart exclusivement focalisées sur la sélection d'indicateurs. Une évaluation conduite par les pays eux-mêmes, qui tient compte du contexte institutionnel et des réalités des parties prenantes, et qui engage les parties prenantes à identifier elles-mêmes leurs besoins prioritaires, est plus à même d'aider ces mêmes parties prenantes à élaborer une approche de S&E cohérente et pertinente du point de vue de l'utilisateur. Une fois mis en œuvre, un tel système deviendra la référence pour évaluer la façon dont les programmes d'AIC agissent sur les moyens de subsistance et les paysages, et contribuera à identifier des moyens pour améliorer les programmes à travers l'apprentissage et la gestion adaptative.

Pour aller plus loin

- CCAFS. 2017. CSA programming and indicator tool. <https://bit.ly/2QY7EK2>
- FAO. 2017. Module 12: Assessment, monitoring and evaluation. *Climate-Smart Agriculture Sourcebook*, vol. 2. <https://bit.ly/2Oyr5wk>

- Douchamps S et al. 2017. Monitoring and evaluation of climate resilience for agricultural development. *World Development Perspectives* 5:10-23. <https://bit.ly/2RZpqxP>
- Musumba et al. 2017. *Guide for SI Assessment Framework*. <https://bit.ly/2EDhfoe>
- Vermeulen SJ and Fid-Nielsen SS. 2017. Measuring progress towards the WBSCD Statement of Ambition on climate-smart agriculture: Improving businesses' ability to monitor CSA. CCAFS Working Paper 199. <https://bit.ly/2Cqb58v>

« Profil de Mesure, notification et vérification de l'Agriculture intelligente face au climat (MRV-AIC) », conduit par des chercheurs du Centre mondial de recherche sur l'agroforesterie (ICRAF), de l'organisation Unique Forestry and Land Use, et du Partenariat pour l'intensification de l'agriculture climato-intelligente (P4S) dans le cadre du Programme de recherche du CGIAR sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire (CCAFS). La MRV de l'AIC a été financée par UK AID dans le cadre du programme Vuna. Vuna est un programme d'agriculture climato-intelligente financé par l'agence britannique DFID, qui opère en Afrique orientale et australe sous la gestion d'Adam Smith International.

Nous tenons à remercier les nombreuses institutions publiques et privées et les représentants de la société civile qui ont apporté des contributions inestimables à ce processus. Nous remercions également T. Pistorius, G. Abdurasulova et B. Schwartz de l'organisation UNIQUE Forestry and Land Use pour leur analyse des documents de politique. Tous les rapports par pays seront disponibles à travers les sites internet du CCAFS et des autres organismes. Pour plus d'information sur ce travail, contactez **Todd Rosenstock** (t.rosenstock@cgiar.org).

Les points de vue exprimés dans cette note appartiennent à leurs auteurs et ne bénéficient pas nécessairement ni ne sont représentatifs de l'approbation des gouvernements nationaux interrogés, du CPRC ni des organisations de soutien ou de coparrainage.

About CCAFS Info Notes

The CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS) is led by the International Center for Tropical Agriculture (CIAT). CCAFS brings together some of the world's best researchers in agricultural science, development research, climate science and Earth System science, to identify and address the most important interactions, synergies and tradeoffs between climate change, agriculture and food security. Visit us online at <https://ccafs.cgiar.org>.

CCAFS Info Notes are brief reports on interim research results. They are not necessarily peer reviewed. Please contact the author for additional information on their research.

CCAFS is supported by:

